

Que faire pour la Grande Région?

Les acteurs de la coopération transfrontalière économique doivent mieux se connaître.

La Journée de l'Économie coorganisée par plusieurs ministères, l'Observatoire de la compétitivité, la Chambre de commerce, la Fédil et PricewaterhouseCoopers était consacrée, hier, au potentiel de croissance économique durable pour le Luxembourg et la Grande Région.

De notre journaliste
Jean Rhein

Le sujet est vaste et le questionnement n'est pas nouveau. La ministre Françoise Hetto-Gaasch (Classes moyennes et Tourisme) ignore les démarches infructueuses du passé récent : elle déplore qu'il n'y ait toujours pas de meilleure dénomination facile à retenir pour la Grande Région.

Laurent Probst se réjouit que le Luxembourg soit passé du rang 23 au rang 5 dans un classement de la Banque mondiale en matière de logistique. Les propos de Fernand Ripinger (CFL Cargo) retournent dans la réalité des gabarits, normes, permis de conduire et régimes linguistiques tirillés de l'Europe, bien loin des standards aux États-Unis d'Amérique. «**Nous ne sommes qu'aux débuts de la libéralisation**», affirme-t-il, sous-entendant que la libéralisation n'apporte que du bien. Il rappelle la période avant la Première Guerre mondiale, où tout

était fait pour ne pas avancer vite sur les voies ferrées du voisin.

François Pélissier (Ecologia) s'échauffe à propos des lourdeurs administratives : une année et demie pour obtenir les autorisations pour construire selon les principes écologiques alors que les technologies de la construction permettent d'avancer en six mois! «Le marché sera dans la réhabilitation», estime-t-il.

► Place aux clusters sectoriels

Le CEO d'une entreprise exportatrice estime : «**Nous devons voir plus loin que la Grande Région.**» Hubert Jacobs van Merlen évalue la réalité de la R&D publique et privée : «**La Grande Région n'existe toujours pas vraiment dans ce domaine.**» Il ajoute : «**Il y a des murs à abattre.**» Il y a quelques progrès dans la coopération avec les universités françaises (Nancy, Strasbourg) et belges (Liège).

Place au ludique : Les participants de la Journée disposent d'un outil pour émettre un vote : 62 % estiment que la politique doit se préoccuper du développement de la Grande Région. Pour 32 %, cette affirmation n'a qu'une importance moyenne. Serge Allegrezza (Observatoire de la compétitivité) n'en revient pas : pour 6 % des participants

cette affirmation n'a qu'une importance faible. Mais que faire concrètement? 22 % misent sur la promotion, 39 % sur les clusters sectoriels.

Le débat est lancé par Pierre Gramigna (Chambre de commerce) qui s'interroge sur l'opportunité d'une Écocité. Bernard Bihain (Genclis) se prononce en faveur du développement de projets phare.

François Pélissier enchaîne : «**Il faut penser dans une logique d'aménagement du territoire.**»

Serge Allegrezza interprète le vote favorable aux clusters : «Cela s'explique probablement par les bonnes expériences du passé. Il y a des réalisations concrètes dans ce type d'approche.»

Et les participants soulèvent la question linguistique. La Journée s'est tenue en français. Ce qui a éliminé les germanophones. Ne faudrait-il pas les tenir en anglais. «**Lorsque nous tenons nos conférences dans un beau anglais international, nous nous comprenons mutuellement, dans les rencontres européennes, sauf les Anglais**», confirme Serge Allegrezza.

Et Nicolas Soisson (Fédil) conclue : «**Il y a un grand potentiel, une masse de compétences. Une gouvernance est en voie de se mettre en place.**»